

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU DIOIS

**ARRETE n° 7/2021
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON**

Le Président de la Communauté des Communes du Diois,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-9 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43, R151-51 et suivants, R153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L211-1 et suivants, R211-1 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de La Motte Chalancon approuvé par délibération du conseil municipal du 20 octobre 2015 ;

Vu la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du plan local d'urbanisme de la commune de La Motte Chalancon concernant l'application du droit de préemption urbain, conformément à l'article R153-18 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme de la commune de La Motte Chalancon est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout de la pièce suivante aux annexes de ce plan : Droit de préemption urbain (DPU) : ajout de la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune avec cartographie du périmètre associé. Le droit de préemption urbain est instauré sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public à la Mairie, dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois et en Préfecture.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois durant un mois.

Article 4 :

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à DIE, le 18/02/2021

Pour le Président,
le Vice-Président, Olivier TOURRENG



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Reçu en Préfecture le
Affiché le



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille vingt**, le treize février à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubreau-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 05/02/2020

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 49</p>	<p>ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; FAUCHIER (BEAUMONT EN DIOIS) ; RUSSUER (BEAURIERES) ; VILLET (CHARENS) ; FONTAINE (JONCHERES) ; CHEVROT (LA BATIE DES FONTS) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; EGLAINE (LUC EN DIOIS) ; GUILHOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; CHAUDET (POYOLS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL).</p> <p>ANCIEN Canton de Die : MM. CARRAU (BARSAC) ; BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET, GUENO, GUILLAUME, LEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, ORAND, TREMOLET, VIRAT (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR EN DIOIS) ; ROLLAND, (PONET ST AUBAN) ; LACOUTIERE (ROMEYER) ; ALLEMAND, MOLLARD (SOLAURE-EN-DIOIS) ; BAYART (ST ANDEOL EN QUINT) ; MONGE, COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT) ; GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT).</p> <p>ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE) ; ANGIBAUD (ESTABLET) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (ST NAZAIRE LE DESERT).</p> <p>ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : MM. TOURENG (BOULC) ; PUECH, VANONI ? ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON, BONNIOT (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON).</p> <p>POUVOIRS :</p> <p>EXCUSES : MM. ICHE, BUIS, CHARMET, DE WITASSE-THEZY.</p> <p>EGALEMENT PRESENTS : MM. ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	---

C200213-05

Objet : Planification : Droit de Prémption Urbain

Le Président (Alain Matheron) expose :

Vu la loi ALUR N° 2014-366 du 24 mars 2014 qui modifie certains éléments de compétences exercés par les EPCI en matière d'urbanisme

Vu les délibérations des communes ayant instituée le DPU avant le transfert de la compétence planification

Vu l'article L 211 – 2 alinéa 2 du code de l'urbanisme qui dispose que l'EPCI compétent en matière d'élaboration des documents d'urbanisme est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain

Considérant que les collectivités peuvent exercer le DPU dans le cadre de l'exercice de leurs compétences générales ou statutaires

Considérant que certaines communes disposant d'un PLU n'avait pas institué le DPU sur les zones U et AU

Vu l'article L 213-3 qui permet au titulaire du DPU de déléguer son droit

Vu l'article L 300 – 1 du code de l'urbanisme

Vu l'Article 321 – 1 du code de l'urbanisme et le Décret constitutif de l'Etablissement public foncier « EPORA » N°98 923 du 14 octobre 1998 modifié

Vu la délibération du 26 septembre 2019 approuvant la convention avec EPORA et déterminant le périmètre de travail.

Considérant que cette convention vise à conduire des action et opérations qui ont pour but d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques en remobilisant le foncier non utilisé, en intervenant le cas échéant également sur les locaux existants pour permettre la densification du secteur et son réaménagement dans une logique d'urbanisme circulaire permettant de proposer une nouvelle offre foncière à vocation économique et la requalification de l'espace public.

Vu l'article L 213 – 2 du code de l'urbanisme et suivants portant gestion des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) et exercice du DPU

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legal.fr.com

93_DE-026-242600534-20200226-C200213_05_fr

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANT
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARNIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Vu l'article L 5211-9 du CGCT et notamment son alinéa 8 qui prévoit que le Président de l'EPCI peut, par délégation de son organe délibérant (conseil communautaire), être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, le droit de préemption en application du code de l'urbanisme. Il peut déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixent l'organe délibérant de l'établissement.

Considérant l'intérêt que représente l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain afin de pouvoir accompagner les projets de maîtrise foncière supports des actions ou projets d'intérêt général.

Considérant les délais qui s'attachent à l'instruction des DIA, qui courent sur 2 mois à compter de la réception de la demande, le conseil a vocation à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain au Président de l'EPCI et peut permettre à celui-ci de déléguer à son tour aux communes pouvant l'exercer dans le cadre de leur attribution mais aussi à EPORA sur le périmètre de la convention d'intervention intervenue.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur toutes les communes disposant d'un PLU approuvé à savoir CHAMALOC, DIE, LA MOTTE CHALANCON, LUS LA CROIX HAUTE, MARIGNAC, ROMÉYER, ST NAZAIRE LE DESERT, pour les zones U et AU des PLU de ces communes.**
- **décide de maintenir le Droit de Préemption Urbain prévu dans les cartes communales approuvées des communes de BARNAVE, BOULC, Ste CROIX et SOLAURE EN DIOIS (anciennement Aix en Diois).**
- **dit que le document d'urbanisme permettant d'apprécier la localisation des zonages couverts par le DPU sont disponibles sur le géoportail de l'urbanisme conformément à la législation en vigueur.**
- **rappelle que les communes demeurent guichet d'enregistrement des D.I.A et doivent transmettre ces dernières dès réception en commune au Président de la CC Diois.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU aux communes par voie d'arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les zones A et AU des PLU et les zones prévues dans les cartes communales, en vue de permettre aux communes la réalisation d'actions ou d'opérations d'intérêt communal et relevant de la compétence communale sans limite de durée.**
- **demande aux communes de transmettre la Déclaration d'Intention d'Aliéner accompagnée de l'avis du Maire sur l'opportunité pour la commune de procéder ou non à la préemption lorsqu'il s'agit des biens en lien avec les compétences et projets communaux.**
- **autorise le Président à déléguer le DPU à EPORA par arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur la zone d'activités de Cocause sise sur la commune de Die pour le périmètre annexé à la présente et sur la période de validité de 4 ans.**
- **décide de déléguer au Président de la Communauté des Communes l'exercice du DPU dans les zones U et AU des PLU pour des actions ou opérations relevant des compétences statutaires de la Communauté des Communes du Diois.**
- **autorise le Président compte tenu des délais qui s'attachent à l'instruction des D.I.A., lesquels courent sur deux mois à compter de la réception de la demande en Mairie, à déléguer par arrêté cette fonction à un Vice-Président.**
- **dit que la notification de la présente délibération sera notifiée aux personnes mentionnées au R 211-3 du code de l'urbanisme à savoir :**

- Directeur Départemental des finances publiques
- A la chambre départementale des Notaires
- Au barreau du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence
- Aux communes citées

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT-EN-DIOIS
BEAURIÈRES
BELLEGARDE-EN-DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENTIS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHÈRES
LA BÂTIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES-EN-DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCOIN
MONTLAUR-EN-DIOIS
MONTMAUR-EN-DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADÈLLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHIEFOURCHAT
ROMÉYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDÉOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN TH QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHERU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legalite.com



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

- dit que conformément aux articles R 211-2 du code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les Mairies des Communes concernées par le DPU et au siège de la Communauté des Communes du Diois pendant une durée de 1 mois et que mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le Département de la Drôme.
- dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert à la Communauté des Communes du Diois et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.
- charge le Président de l'exécution de la présente délibération.

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

Communauté des Communes du Diois

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATELON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MEIGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONTET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTTIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST HAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

Publié le : 26 FEV. 2020

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée E-legaite.com

**COMMUNE de LA MOTTE CHALANCON
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n°1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Communautaire du 16 mai 2019

Date de transmission au Préfet : 29 mai 2019

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : 31 mai 2019
- Insertion dans la presse : 31 mai 2019

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

31 mai 2019

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale


Tanguy QUEINEC



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille dix-neuf**, le seize mai à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubieu-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 30/04/2019

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 55</p>	<p>PRESENTS : ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; BLAS (BEAUMON EN DIOIS) ; RUSSIER (BEAURIERES) ; LAGIER (LESCHE EN DIOIS) ; DE GEORGIO ; EGLAINE, SAUVAN (LUC EN DIOIS) ; GUILHIOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU, LEDONNE (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL). ANCIEN Canton de Die : MM. BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET ; GIRY, GUILLAUME, LEEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, PERRIER, TREMOLET (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARNIGNAC) ; GERY (MONTMAUR-EN-DIOIS) ; ROLLAND (PONET ST AUBAN) ; VINAY (PONTAIX) ; ALLEMAND (SOLAURE) ; COLAO (SAINT CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT). GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT). ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE-EN-DIOIS) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (SAINT NAZAIRE-LE-DESERT). ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : TOURRENG (BOULC) ; PUECH, VANONI, ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON). POUVOIRS : MM YALOPOULOS à ROISEUX ; GONCALVES à BECHET ; ROUX à GUILLAUME ; VIRAT à TREMOLET. EXCUSES : MM CARRAU ; COMBEL ; CHEVROT ; CORRIOL ; GONCLAVES ; ICHE ; LACOUTIERE ; MOLLARD ; ROUX ; VIRAT ; YALOPOULOS. EGALEMENT PRESENTS : MM ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	---

C190516-05

Objet : Planification : Modification simplifiée PLU de La Motte-Chalancon

Le Vice-président en charge de la Planification (Olivier Tourreng) expose :

ARNAVON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENTS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMARIE
JONCHERES
LA BAIE DES FOIES
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHE EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARNIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POVOIS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTHER
SARTI-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDOUL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHENU-CREVERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants et L.153-45 et suivants ;
Vu l'arrêté n°2019/47 en date du 25/02/2019 du Président de la Communauté des Communes du Diois prescrivant la modification simplifiée ;
Vu la délibération C190314-15 du Conseil communautaire en date du 14 mars 2019 définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;
Vu les pièces du dossier de mise à disposition du public du 25/03/2019 au 25/04/2019 ;
Vu l'avis sans observation de la Chambre des métiers et de l'artisanat en date du 27/02/2019 ;
Vu l'avis sans observation de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes en date du 18/03/2019 ;
Vu l'avis favorable avec réserve de la Direction Départementale des Territoires Unité Territoriale Nord en date du 29/04/2019 ;
Vu la mise à disposition du dossier qui n'a fait l'objet d'aucune remarque du public ;

Considérant que le classement en zone naturelle et le règlement correspondant, du plan local d'urbanisme actuel de la Commune de La Motte Chalancon ne permet pas d'engager les travaux de mise aux normes de la déchetterie de La Motte Chalancon ;

Considérant que, par arrêté n°2019/47 en date du 25/02/2019, le Président de la Communauté des Communes du Diois a prescrit la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de La Motte Chalancon ;

Considérant qu'en date du 27/02/2019, le dossier de modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées, conformément à l'article L153-40 du code de l'urbanisme;

Considérant que, par délibération du 14/03/2019, le Conseil Communautaire a défini les modalités de mise à disposition du public du dossier du 25/03/2019 au 25/04/2019 ;

REÇU EN PREFECTURE

16 27/05/2019

Application agréée E-legalite.com



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme mis à la disposition du public doit faire l'objet d'une rédaction conforme à l'article L122-5 du code de l'urbanisme conformément à l'avis favorable avec réserves de la Direction Départementale des Territoires Unité Territoriale Nord ;

Considérant qu'il convient de revoir la rédaction du règlement des zones agricoles et naturelles et préciser que seuls sont autorisés les installations ou équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées ;

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil Communautaire ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation ;

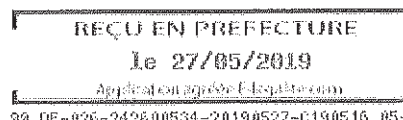
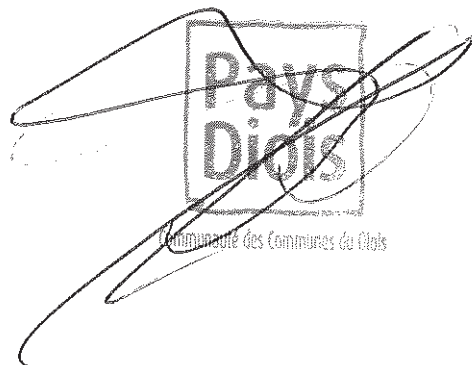
Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'approuver la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de La Motte Chalancon, conformément au dossier joint à la présente délibération incluant l'avis de la DDT portant sur le règlement des zones A et N ;
- autorise le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- indique que le dossier du plan local d'urbanisme est tenu à la disposition du public à la Mairie de la Motte Chalancon et à la communauté des communes du Diois aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- indique que conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en Mairie de la Motte Chalancon et à la communauté des communes du Diois durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- indique que la présente délibération produira ses effets juridiques à compter de sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- charge le Président des formalités nécessaires à l'application de cette délibération.

ARHAYON
AUCOLON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENTIS
CHATELON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATHIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONTET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMYER
ROTHER
SAINT-ROMAN
SOLAIRE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST MAZARE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHETIU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVERT

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

Publié le : 27 MAI 2019



Commune de LA MOTTE CHALANCON

ARRÊTÉ n° 14 - 2017

**Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la
commune de LA MOTTE CHALANCON (Drôme)**

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R.153-18 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.151-51, R.151-52 et R.151-53
relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Motte Chalancon (Drôme) du 20
octobre 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les articles R.211.1 à R.211.8 du Code de l'Urbanisme concernant le Droit de
Préemption Urbain ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 juin 2016 instituant un Droit de
Préemption Urbain sur tout le périmètre de l'immeuble classé monument historique -
MAISON URTIN (03-10-1989) ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 – Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Motte Chalancon
(Drôme) est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier
annexé. A cet effet, est intégré en annexe au PLU, le plan du périmètre du droit de
préemption urbain.

Article 2 – Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la
Mairie et en Préfecture.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 – Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction
Départementale des Territoires.

Fait à La Motte Chalancon, le 21 février 2017.

Le Maire,
Laurent COMBES



Envoyé en préfecture le 22/02/2017
Reçu en préfecture le 22/02/2017
Affiché le

ID : 024-217022-20170221-010200714



13 NOV. 2015

Valence, le

COMMUNE DE LA MOTTE-CHALANCON
Révision du
PLAN LOCAL D'URBANISME

APPROBATION DE : LA REVISION DU PLU

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 20 octobre 2015

Date de transmission au Préfet : 26 octobre 2015

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : le 20 octobre 2015
- b) Insertion dans la presse : le 26 octobre 2015 « Le Dauphiné Libéré » et le 30 octobre 2015 « Le journal du Diois et de la Drôme »
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

Contrôle de légalité :

Date de la lettre au maire :

Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

26 novembre 2015

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers
En exercice : 10
Présents : 9
Votants : 10

Direction Départementale de l'Équipement
de la Drôme

27 JAN. 2015

Service SAR-AA

l'an deux mil quinze.

le : 20 octobre

Le Conseil Municipal de la Commune de La Motte Chalancon
Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. Laurent COMBEL
Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 octobre 2015.

Etaient présents tous les conseillers à l'exception de
Mme Emmanuelle MARTIN représentée par M Pascal
BOURGNE.

Mme Catherine BOYER est désignée secrétaire de séance.

Objet Approbation du Plan local d'Urbanisme (PLU) et du Zonage d'Assainissement.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et
suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224-10 ;

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18/09/2008 prescrivant la révision du
P.L.U. et définissant les modalités de la concertation, en application de l'article L.300-2 du
code de l'urbanisme;

Vu le débat au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durables du P.L.U. en date du 16/10/2012 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21/01/2015 arrêtant le projet de P.L.U. et
tirant le bilan de concertation;

Vu l'arrêté municipal n°45 en date du 05/06/2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête
publique relative au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et au projet de révision du
zonage d'assainissement,

Vu les avis des personnes publiques associées et des personnes publiques consultées au cours de la révision du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20/10/2015 modifiant le projet de révision du P.L.U. et de révision du zonage d'assainissement après enquête publique, pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées ou consultées, des observations du public émises lors de l'enquête publique et du rapport du commissaire enquêteur, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme;

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et que le projet de révision du zonage d'assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par une abstention et neuf voix pour

- **DECIDE d'approuver le Plan Local d'Urbanisme** tel qu'il est annexé à la présente,
- **DECIDE d'approuver le zonage d'assainissement**, tel qu'il est annexé à la présente,

- **INDIQUE** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme :
 - d'un affichage en mairie durant un mois,
 - d'une mention insérée en caractères apparents dans les journaux « Le Dauphiné » et « le journal du Diois ».

- **INDIQUE** que le dossier de P.L.U. approuvé et que le zonage d'assainissement approuvé sont tenus à la disposition du public, conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme :
 - à la mairie de La Motte Chalancon, aux jours et heures d'ouverture habituels (*du mardi au samedi de 9H à 12H*).
 - à la préfecture de la Drôme aux jours et heures d'ouverture habituels.

- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de la Drôme, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture
Sous-préfecture
Le :
Publié ou Notifié

Le Maire,
Laurent COMBEL

